

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DE
L'ADMINISTRATION
GÉNÉRALE

Bureau de la Protection
de la Nature et de
l'Environnement

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

13878-5

VU le Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du Livre V – article L 511-1,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 18,

VU l'arrêté préfectoral du 29 juillet 1996 ayant autorisé la Société ASTRIA à exploiter à Bègles, un complexe technique de l'environnement comprenant un centre de tri et une usine d'incinération d'ordures ménagères,

VU les arrêtés préfectoraux complémentaires des 05 juin 1998, 27 août 1998 et 26 mai 2003 relatifs à cet établissement,

VU la demande de modification de la plage horaire de réception des déchets sur le site susvisé adressée le 15 janvier 2004 par la Société ASTRIA,

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 09 février 2004,

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène lors de sa séance en date du 25 mars 2004,

CONSIDERANT que la modification demandée n'est, au vu des mesures de niveaux sonores effectuées par l'Apave, pas de nature à troubler les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement susvisé,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1

La Société ASTRIA est tenue de respecter les dispositions ci-après pour l'exploitation du complexe technique de l'environnement situé sur la commune de Bègles

Article 2

La prescription suivante de l'article 31.3 de l'arrêté préfectoral du 29 juillet 1996 :

"Les camions ne peuvent en règle générale accéder au complexe technique que les jours ouvrables et dans la plage horaire de 6 h – 22 h"

est abrogée. Elle est remplacée par la prescription ci-dessous :

"Les camions ne peuvent, en règle générale, accéder au complexe technique que les jours ouvrables"

Article 3

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le titulaire visé à l'article 1^{er} ci-dessus et de quatre ans pour les tiers, à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4

Une copie du présent arrêté sera déposée à la Mairie de Bègles et pourra y être consulté par les personnes intéressées. Il sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un avis sera inséré, par les soins de la Préfecture et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux du département.

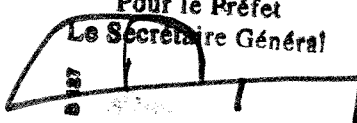
Article 5

Le Secrétaire Général de la Préfecture,
le Maire de la commune de Bègles,
le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
l'inspecteur des installations classées,

et tous agents de contrôle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bordeaux, le 27 AVR 2004

LE PREFET,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



Albert DITPIY